



Swiss Platform for  
Sustainable Cocoa

# SWISSCO

# FEUILLE DE ROUTE



# Mentions légales

## Publié par

Plateforme suisse du cacao durable  
Gutenbergstrasse 14  
3008 Bern  
Suisse

Telephone: +41 31 311 65 11

[info@kakaoplattform.ch](mailto:info@kakaoplattform.ch)

[www.kakaoplattform.ch](http://www.kakaoplattform.ch)

## Layout

Plateforme suisse du cacao durable, Bern

## Mentions légales

Cette Feuille de route est un document consensuel élaboré en collaboration par les membres de SWISSCO et sert de cadre d'action commun. Bien qu'elle définisse une orientation commune, elle ne représente pas nécessairement l'intégralité de la position de chaque membre et ne crée aucune obligation juridique.

Cette Feuille de route est accompagnée d'un **document complémentaire intitulé Notes techniques**, qui fournit un contexte et des explications supplémentaires pour chaque ambition. Il comprend des références pertinentes, décrit les méthodes appliquées et détaille la manière dont chaque objectif sera mesuré, y compris les calendriers proposés. Les notes techniques sont destinées à servir de document évolutif - un document qui se développera au fil du temps et sera perfectionné sur la base de l'expérience pratique et du retour d'information des membres. Les modifications apportées aux notes techniques n'auront pas d'incidence sur le contenu de la Feuille de route de SWISSCO.

# Table de matières

<b>1</b>	La chaîne de valeur du cacao	4
<b>2</b>	Vision et théorie du changement (TdC)	5
<b>3</b>	Ambitions et niveaux cibles	8
	Ambition 1	9
	Ambition 2	11
	Ambition 3	13
	Ambition 4	15
	Ambition 5	17
	Ambition 6	19
<b>4</b>	Monitoring, évaluation et apprentissage	21

# La chaîne de valeur du cacao

Le cacao est l'une des denrées agricoles les plus dépendantes des petits exploitants. Il est cultivé principalement en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine et en Asie. Environ six millions d'agriculteurs cultivent le cacao dans le monde, assurant ainsi la **subsistance de 50 millions de personnes**. Grâce à des barrières à l'entrée relativement faibles et à des chaînes d'approvisionnement mondiales bien établies, le cacao constitue une source cruciale de revenus en espèces pour les petits producteurs et contribue au développement économique des zones rurales. Malgré ce potentiel, de nombreux producteurs de cacao sont confrontés à des défis économiques persistants.

L'Afrique, principal fournisseur de cacao au monde avec près de 70 % de la production, peine à garantir un revenu décent à ses agriculteurs. Même si les prix mondiaux du cacao ont récemment atteint des sommets historiques, les producteurs bénéficient rarement. Leur faible productivité, la taille réduite de leurs exploitations et la volatilité des prix figurent parmi les principaux obstacles. Ces difficultés creusent d'avantage **l'écart du revenu décent** (living income gap), limitent leur capacité à adopter des pratiques agricoles durables et les rendent plus vulnérables aux effets du changement climatique.

**La faiblesse des revenus des ménages est étroitement liée au travail des enfants dans la culture du cacao, en particulier en Afrique de l'Ouest.**

Environ 1,56 million d'enfants travaillent dans le secteur du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, et sont souvent exposés à des tâches dangereuses. Si certaines régions d'Amérique latine et d'Asie ont connu des progrès récents, le travail des enfants reste un problème dans les régions où la pauvreté est généralisée et où les protections sociales sont limitées.

**Les pressions environnementales compliquent davantage la durabilité de la production de cacao.** De nombreuses plantations souffrent du vieillissement des arbres, de la dégradation des sols et de l'infestation par des parasites. Faut de soutien adéquat, certains agriculteurs étendent leurs cultures sur des zones forestières, contribuant ainsi à la **déforestation** et à la perte de biodiversité. Les pratiques traditionnelles de défrichage, telles que la culture sur brûlis, entraînent également d'importantes **émissions de carbone**, soulignant l'urgence d'adopter des **pratiques agricoles plus durables**.

Les défis en matière de durabilité dans le secteur du cacao sont marqués par des problèmes systémiques majeurs dans les principaux pays producteurs. En particulier, les pays d'Afrique subsaharienne, qui échappent à leur sphère d'influence directe, sont confrontés à une pauvreté généralisée et multidimensionnelle, à une insécurité foncière, ainsi qu'aux impacts croissants du changement climatique.

**Alors que le marché mondial du chocolat, estimé à plus de 130 milliards de dollars en 2024, continue de se développer grâce à la forte demande des consommateurs, les producteurs de cacao sont souvent confrontés à l'insécurité économique et aux risques environnementaux.** Garantir de meilleurs revenus, un accès aux ressources et un soutien aux pratiques agricoles durables est essentiel non seulement pour améliorer les moyens de subsistance des communautés agricoles, mais aussi pour encourager les agriculteurs à rester dans la culture du cacao.

Sans ces incitations, la stabilité à long terme de la chaîne de valeur en cacao est menacée, car moins d'agriculteurs pourraient choisir de continuer à culti-



ver le cacao dans un contexte de difficultés croissantes.

**La Suisse, qui abrite des fabricants de chocolat majeurs et dont la consommation de chocolat par habitant est la plus élevée au monde, joue un rôle important dans l'économie cacaoyère mondiale.** Cela dit, leur position éminente dans l'économie mondiale du cacao leur confère une responsabilité majeure dans le traitement des questions de durabilité. En tant que centre d'innovation en matière de chocolat et d'image de marque de haute gamme, la Suisse est bien placée pour contribuer aux efforts visant à rendre le secteur du cacao plus durable et plus inclusif.

**Pour parvenir à un changement durable, il faudra une action coordonnée tout au long de la chaîne de valeur.** Les gouvernements, les entreprises et les consommateurs ont un rôle à jouer dans le soutien des revenus des cultivateurs de cacao, la prévention du travail des enfants et la protection de l'environnement. Une transformation durable est essentielle non seulement pour les communautés productrices de cacao, mais aussi pour garantir l'avenir à long terme de l'industrie du chocolat.

# Vision et théorie du changement (TdC)

Depuis sa création en 2017, SWISSCO a acquis une solide expérience en tant que plateforme multi-acteurs. Elle s'efforce de mettre en pratique le principe de responsabilité partagée entre ses membres — transformateurs, distributeurs, ONG, milieux académiques et acteurs publics.

L'adoption de la première version de la Feuille de route 2030 en 2021 a constitué un jalon majeur, servant de référence stratégique pour faire progresser la durabilité dans le secteur du cacao. L'approche pragmatique de SWISSCO, fondée sur des échanges soutenus et des solutions concrètes, s'est affirmée comme un levier efficace pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux du secteur.

## La vision de SWISSCO

La période qui a suivi l'adoption de la Feuille de route 2030 a été marquée par divers développements sur les marchés des matières premières, dont les prix ont atteint des sommets historiques, et par l'intensification des efforts réglementaires en matière de durabilité. Ces deux phénomènes et leurs conséquences pour la Feuille de route ont été décrits en détail dans le rapport intermédiaire de SWISSCO au début de l'année 2025. Malgré ce contexte en évolution, la vision de SWISSCO pour la chaîne de valeur du cacao à l'horizon 2030 et au-delà n'a pas fondamentalement changé.

**Par conséquent, SWISSCO envisage un secteur du cacao dans lequel les ménages agricoles peuvent obtenir un revenu décent, les droits humains sont garantis à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, et la production de cacao s'effectue en harmonie avec la nature.** Cette vision repose sur les six principes pour un cacao durable établis en 2019, en cohérence avec les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. SWISSCO définit désormais 6 ambitions, révisées par rapport à son document initial de 2021, qui proposent une orientation stratégique à ses membres pour faire avancer la durabilité dans le secteur du cacao jusqu'en 2030 et au-delà.

## Feuille de route Ambitions 2030

- 1 Tous les ménages cacaoculteurs disposant de surfaces agricoles viables et de rendements durables gagnent au moins un revenu décent.
- 2 La production de cacao respecte les droits humains en garantissant des conditions de travail équitables et en éliminant le travail des enfants ainsi que le travail forcé.
- 3 La production de cacao ne contribue pas à la déforestation et soutient activement la restauration des écosystèmes forestiers dégradés.
- 4 Les pratiques agroforestières sont largement adoptées dans la production de cacao.
- 5 La production de cacao est alignée sur les objectifs climatiques mondiaux, en réduisant les émissions à court terme (d'ici 2030) et à long terme (d'ici 2050).
- 6 Le flux physique de produits à base de cacao vers la Suisse repose sur des chaînes d'approvisionnement entièrement traçables et transparentes.



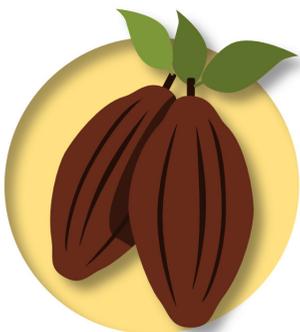
## ACTIVITÉS

L'apprentissage entre pairs et l'échange de connaissances, partenariats public-privé (PPP), dialogue politique et la collaboration internationale, responsabilité et la transparence



## RÉSULTATS IMMÉDIATS

Connaissances approfondies, aides à l'orientation, coopération, paysages d'approvisionnement durables, innovation, rapports transparents, investissements



## RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Augmentation des prix et des rendements, introduction de systèmes HRDD, adoption de pratiques agroforestières, réduction des émissions de gaz à effet de serre, prévention de la déforestation, traçabilité de l'ensemble des importations de cacao



## IMPACT

Les ménages cacaoculteurs gagnent un salaire décent, les droits humains sont protégés, la neutralité carbone est atteinte d'ici 2050, les écosystèmes sont préservés

## Théorie du changement (Theory of Change)

La théorie du changement de SWISSCO illustre comment son approche holistique crée un environnement propice à la réalisation des six ambitions énoncées précédemment. Les efforts de SWISSCO s'articulent autour de **quatre domaines d'action clés** qui favorisent la durabilité dans le secteur du cacao.

**L'apprentissage entre pairs et l'échange de connaissances :** facilitent le partage de l'expertise, des meilleures pratiques et de la recherche par le biais de webinaires, d'ateliers et de rapports afin d'améliorer les pratiques durables.

**Les partenariats public-privé (PPP):** mobilisent des initiatives de collaboration entre l'industrie, les gouvernements et la société civile afin de piloter et d'appliquer à grande échelle des solutions innovantes et éprouvées pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux.

**Le dialogue politique et la collaboration internationale** se concentrent sur les conditions favorables et les cadres réglementaires, l'alignement sur les meilleures pratiques et politiques internationales, et la promotion de mesures qui soutiennent la production durable de cacao. La collaboration avec les pays producteurs d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique latine revêt une importance capitale à cet égard.

**La responsabilité et la transparence** seront renforcées par la mise en place d'indicateurs communs de durabilité en matière de développement durable, de mécanismes structurés d'établissement de rapports et d'informations fondées sur des données afin de suivre les progrès et de favoriser la confiance.

Le document d'accompagnement Notes techniques (voir également le chapitre 3) illustre la théorie du changement de SWISSCO pour chacune des six ambitions définies dans la Feuille de route.

À titre d'exemple, la théorie du changement est décrite ci-dessous pour l'ambition commune d'atteindre un revenu décent pour les producteurs de cacao.

# Theory of Change - Ambition 1

## Activités

Les entreprises mettent en œuvre plusieurs leviers centraux :

- rendement
- prix, incitations financières
- coûts de production et budgétaires
- diversification des revenus

## Résultats

- hausse perçue des prix
- augmentation des revenus
- réduction des coûts
- diversification des revenus

## Impact

Tous les ménages cacaoculteurs disposant de surfaces agricoles viables et de rendements durables gagnent au moins un revenu décent.



### Les membres participent à des études LI (CHIS, LIB, etc.)

Apprentissage entre pairs et partage des connaissances

Responsabilité

Partenariats public-privé

### Facteurs externes et conditions favorables:

- Taille des exploitations, pénurie de terres et inégalités
- Fluctuations des prix sur le marché mondial
- Changement climatique et ses répercussions sur la productivité
- Conditions macroéconomiques et politiques (p. ex. inflation, fluctuations monétaires)
- Certaines mesures nationales (p. ex. prix d'achat fixes)

# Ambitions et niveaux cibles de la Feuille de route

Sur la base des conclusions du rapport intermédiaire et des réactions des membres et des partenaires, SWISSCO a défini les principes directeurs de la Feuille de route 2030 :

**Collaboration:** Les membres travaillent ensemble à la réalisation d'objectifs communs, avec une responsabilité mutuelle, ce qui favorise l'impact collectif.

**Impact:** Donner la priorité à des résultats mesurables conduisant à un impact significatif.

**Inclusivité:** Veiller à ce que les voix des pays producteurs soient activement représentées dans les processus décisionnels de toutes les initiatives de SWISSCO dans les pays producteurs.

**Concentration stratégique:** Concentrer les efforts sur un nombre limité d'ambitions, là où ils auront le plus d'impact, en évitant les distractions inutiles.

**Innovation:** Encourager de nouvelles solutions et approches pour améliorer la durabilité dans le secteur du cacao.

**Égalité des sexes:** Afin de promouvoir la résilience et le bien-être des agriculteurs, la Feuille de route adopte une approche de transformation des genres, en s'attaquant activement aux barrières structurelles et aux normes sociales restrictives qui entretiennent l'inégalité.

**La section suivante présente les six ambitions accompagnées des principales contributions nécessaires pour atteindre les résultats souhaités et, à terme, générer un véritable impact.**

Bien que la vision globale et les ambitions s'inscrivent au-delà de l'horizon 2030, la Feuille de route fixe des résultats attendus à trois niveaux différenciés, afin de tenir compte des capacités, des ressources et des degrés d'engagement variés des membres de SWISSCO jusqu'en 2030.

Par ailleurs, la Feuille de route identifie les livrables spécifiques pour lesquels SWISSCO apportera son soutien aux membres, ainsi que les facteurs externes échappant à l'influence directe de la plateforme.

**Les trois niveaux cibles sont destinés aux acteurs de la chaîne de valeur, qui sont libres de choisir leur niveau initial d'engagement dans la Feuille de route.**

Les membres peuvent progresser vers les niveaux d'ambition par le biais d'améliorations progressives, sans qu'il soit nécessaire de mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'un niveau dès le départ. Tous les membres s'engagent dans une démarche d'amélioration continue, avançant à un rythme cohérent avec leurs ressources et leurs capacités.

**Tout au long de ce processus, SWISSCO met l'accent sur un apprentissage orienté vers l'action en reconnaissant que l'expérimentation et l'adaptation ont plus de valeur qu'une divulgation publique immédiate.**

En conséquence, le Bureau de coordination respecte la confidentialité des membres et ne communiquera les informations sur les progrès réalisés que sous forme agrégée.

Les acteurs de la chaîne de valeur peuvent **s'appuyer sur des certifications, des programmes menés par l'entreprise ou des collaborations avec des ONG** dans le cadre de leurs efforts pour atteindre un niveau cible donné. Si ces initiatives peuvent constituer des outils précieux, elles ne représentent qu'un point de départ. Les entreprises doivent démontrer comment ces approches contribuent à la réalisation de chacune des six ambitions et doivent être en mesure de fournir des informations transparentes et crédibles sur leur portée, leur mise en œuvre et leur efficacité.

**Il est important de noter que la Feuille de route s'étend au-delà des acteurs de la chaîne de valeur.** D'autres catégories de membres, notamment les ONG, les institutions universitaires et de recherche et les organismes du secteur public, sont encouragées à soutenir activement les membres du secteur privé dans l'obtention des résultats souhaités. Leurs contributions - qu'il s'agisse de mobiliser des ressources stratégiques et opérationnelles ou d'approfondir la compréhension des réalités commerciales - sont essentielles à la réussite collective. Des échanges ouverts et des retours constructifs au sein de la communauté SWISSCO sont essentiels pour progresser ensemble.

## Ambition 1: Tous les ménages cacaoculteurs ayant des exploitations de taille viable et des rendements durables gagnent au moins un revenu décent.

Niveau	Contributions
Niveau 1	<p>Les membres mettent en œuvre deux des leviers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des incitations financières pour la production durable (ex.: primes), incluant des mesures de stabilisation en cas de baisse des prix du cacao ; OU</li> <li>• Des mesures pour améliorer les rendements et/ou réduire les coûts de production ou de ménage (santé/éducation) ; OU</li> <li>• Des mesures de diversification des revenus ; OU</li> <li>• Des mécanismes de prix ou incitations directement liés au seuil de revenu décent LIB.</li> </ul> <p>Une participation à au moins une étude conjointe sur le revenu décent (le cas échéant, voir les Notes techniques).</p>
Niveau 2	<p>Les membres mettent en œuvre trois des leviers susmentionnés</p> <p>Les membres participent à au moins deux études conjointes relatives au revenu décent (le cas échéant, voir les Notes techniques).</p>
Niveau 3	<p>Les membres mettent en œuvre quatre des leviers susmentionnés, y compris des mécanismes de prix ou des incitations directement liées à la LIB.</p> <p>Les membres participent à toutes les études conjointes pertinentes relatives au revenu décent (le cas échéant, voir les Notes techniques).</p>



L'obtention d'un revenu décent est essentielle pour les ménages cacaoculteurs, car elle permet aux familles et aux travailleurs des petites exploitations d'avoir **un niveau de vie décent, couvrant les besoins essentiels tels que l'alimentation, le logement, les soins de santé, l'éducation et l'épargne**. Sans revenus suffisants, de nombreux producteurs de cacao restent piégés dans des cycles de pauvreté, ce qui limite leur capacité à investir dans des pratiques agricoles durables (telles que l'agroforesterie) ou à s'adapter à des défis tels que le changement climatique et la volatilité des marchés. Cette situation ne nuit pas seulement à la résilience des ménages agricoles, mais menace également la stabilité à long terme de l'ensemble de la chaîne de valeur du cacao.

**SWISSCO recherche une action coordonnée sur plusieurs leviers afin de réduire l'écart de revenu décent pour tous les ménages agricoles.** Ces leviers comprennent la productivité pour atteindre des rendements durables, les prix et autres pratiques d'approvisionnement, les coûts de production et autres coûts des ménages, la diversification des revenus, la gouvernance locale et d'autres conditions favorables. Tout au long du processus, il convient de maintenir une forte perspective de genre afin de garantir l'inclusion. Si l'ambition est de combler l'écart de revenu décent pour les agriculteurs dont la taille de l'exploitation est viable et les rendements durables, une attention particulière sera aussi accordée aux ménages agriculteurs les plus vulnérables dont la taille de l'exploitation n'est pas viable, grâce à des mesures mieux adaptées telles que la diversification des revenus.

Afin de suivre l'évolution des revenus des ménages agricoles et d'évaluer les effets des interventions mises en place, SWISSCO adoptera une approche commune fondée sur des méthodologies harmonisées, notamment l'Étude sur les revenus des ménages cacaoyers (Cocoa Household Income Study – CHIS) et le seuil de revenu décent établi par l'institut de recherche Anker (Living Income Benchmark – LIB)

Les membres de la chaîne d'approvisionnement de SWISSCO contribuent à la réalisation de cette ambition en agissant à l'un des trois niveaux, impliquant des leviers et des résultats clés.

---

### Facteurs externes

Certains facteurs échappent au contrôle des membres de SWISSCO, mais ont néanmoins une incidence sur les résultats :

- la taille des exploitations, la propriété, la rareté et l'inégalité foncière,
- la volatilité des prix du marché mondial du cacao,
- le changement climatique et son impact sur la productivité,
- les conditions macroéconomiques et politiques (par exemple, l'inflation, les fluctuations monétaires), et
- certaines politiques nationales (par exemple, un prix fixe à la sortie de l'exploitation).

---

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Mesurer les écarts de revenus par le biais d'études conjointes utilisant des méthodologies harmonisées (CHIS, LIB, etc.), le monitoring des ISCOs et des projets.

**Partenariats public-privé (PPP):** Mettre en œuvre des projets conjoints dans des pays ciblés qui s'attaquent collectivement aux principaux leviers de revenus, permettant ainsi une action dépassant le cadre des membres individuels.

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances :** Faciliter l'échange continu de connaissances sur le revenu décent, en particulier sur les effets des

interventions sur le revenu décent des ménages agricoles, grâce à des formats d'apprentissage entre pairs et à la mise en commun des connaissances.

**Engagement dans le dialogue politique:** Engager un dialogue politique avec les pays producteurs afin de lever les obstacles structurels au revenu de subsistance qui échappent au contrôle direct des membres (par exemple, le régime foncier, la fixation des prix, etc.)

---

**Contribution des ONG:** Mise en œuvre du projet sur les leviers liés au revenu décent, également avec d'autres membres de SWISSCO. Identification des tendances pour déterminer les approches efficaces et inefficaces en matière d'amélioration du revenu décent, en particulier en ce qui concerne les ménages agricoles les plus vulnérables. Facilitation des efforts de recherche par la fourniture d'un soutien sur place et l'accès aux agriculteurs.

**Contribution de la recherche:** Réalisation d'études sur le revenu décent (ex. : CHIS), apport d'expertise méthodologique, et engagement de chercheurs du nord et du Sud. Participation à des recherches sur le bien-être des agriculteurs et soutien aux initiatives transdisciplinaires.

**Contribution du gouvernement:** Dialogue politique pour soutenir des environnements propices à la création de revenus décents (par exemple sur le prix à la production). Financement d'études et d'interventions par le biais des facilités de projets de SWISSCO.

## Ambition 2: La production de cacao respecte les droits humains en garantissant des conditions de travail équitables et en éliminant le travail des enfants ainsi que le travail forcé.

Niveau	Contributions
Niveau 1	<p>Mettre en œuvre un système solide de diligence raisonnable en matière de droits humains (Human Rights Due Diligence -HRDD) conforme aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP) afin d'identifier, de prévenir et de traiter les risques liés au travail des enfants et au travail forcé dans l'ensemble des opérations et des chaînes d'approvisionnement, notamment en mettant en œuvre un système efficace de surveillance et de réparation du travail des enfants (Child Labour Monitoring and Remediation System - CLMRS) ou des pratiques équivalentes permettant d'obtenir des résultats comparables.</p> <p>Renforcer les capacités internes et consolider l'engagement des fournisseurs en matière de droits du travail, en les sensibilisant et en encourageant des engagements partagés en faveur des droits humains</p>
Niveau 2	<p>Identique aux niveau 1 et:</p> <p>Élargir la couverture de la surveillance et de l'assainissement à 100 % de la chaîne d'approvisionnement directe.</p> <p>Participer activement ou codiriger des projets conjoints ou collaboratifs (par exemple, des projets communautaires ou paysagers) pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants et du travail forcé.</p> <p>S'engager dans des discussions politiques et une collaboration à l'échelle de l'industrie afin d'augmenter le nombre d'entreprises, en veillant à l'alignement sur les meilleures pratiques.</p>
Niveau 3	<p>Identique aux niveaux 1 + 2 et:</p> <p>Aligner les CLMRS ou les systèmes équivalents sur les cadres nationaux de protection de l'enfance, les mécanismes d'inspection du travail ou d'autres systèmes dirigés par le gouvernement, le cas échéant, et contribuer activement à leur développement ou à leur renforcement si nécessaire.</p> <p>Étendre la couverture de la surveillance et de l'assainissement à 100 % de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et promouvoir son adoption dans l'ensemble du secteur.</p> <p>Travailler en partenariat avec les agences gouvernementales, la société civile et les parties prenantes de l'industrie pour garantir des approches coordonnées.</p>



Il est essentiel de s'attaquer aux problèmes de droits de l'homme dans le secteur du cacao - en particulier le travail des enfants et le travail forcé - pour construire une chaîne de valeur durable et résiliente. Ces abus violent non seulement les droits fondamentaux, mais compromettent également l'avenir des communautés de cultivateurs de cacao. **Le travail des enfants est souvent une conséquence de la pauvreté et de vulnérabilités socio-économiques plus profondes, telles que des revenus faibles et instables, un accès limité à l'éducation et des mesures de protection sociale insuffisantes.**

Ces difficultés sont aggravées par un manque d'accès aux soins de santé, aux assurances et aux filets de sécurité sociale, ce qui les expose fortement à des chocs tels que la volatilité des prix, les crises sanitaires et les catastrophes liées au climat. Alors que le changement climatique intensifie ces risques, les familles sont souvent poussées à adopter des stratégies d'adaptation néfastes, y compris le

travail des enfants. Les enfants impliqués dans la production de cacao sont souvent exposés à des travaux dangereux qui mettent en péril leur santé et leurs perspectives d'avenir.

**Les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'une chaîne d'approvisionnement équitable et responsable.** Les améliorations systémiques vont au-delà de la diligence raisonnable standard - elles nécessitent un partenariat et une collaboration entre les entreprises, les gouvernements et la société civile, un alignement sur les plans d'action nationaux et des investissements soutenus et à long terme. Des cadres favorables et efficaces dans les pays producteurs - tels que des environnements réglementaires stables et des politiques nationales efficaces - peuvent renforcer de manière significative l'impact des efforts des entreprises.

---

### Facteurs externes

- La pauvreté multidimensionnelle, y compris l'insécurité financière et le manque d'accès aux services sociaux de base, conduit les agriculteurs à adopter des mécanismes d'adaptation préjudiciables.
- La faiblesse des mesures de protection sociale et du droit du travail, ainsi que leur application limitée, laissent les enfants et les travailleurs sans protection et vulnérables aux violations de leurs droits.
- L'instabilité politique dans les régions productrices de cacao compromet les efforts à long terme visant à améliorer les conditions de travail.

---

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Les membres rendent compte de leur couverture par le CLMRS, des cas de travail des enfants identifiés, de l'aide apportée et des résultats obtenus pour les enfants.

**Partenariats public-privé (PPP):** Faciliter les projets conjoints entre les entreprises membres, les ONG, les universités et les gouvernements afin de piloter et d'appliquer à grande échelle des solutions innovantes qui s'attaquent aux causes profondes du travail des enfants et du travail forcé.

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances:** Développer et maintenir un centre de connaissances contenant des informations issues de la recherche, des études de cas, des boîtes à outils et des leçons tirées par les membres. Organiser des ateliers et d'autres événements d'apprentissage pour les membres afin de partager les meilleures pratiques et expériences.

**Engagement dans le dialogue politique:** Plaider en faveur d'une meilleure protection des enfants et du travail dans les pays producteurs. Faciliter le dialogue entre les entreprises de cacao, les gouvernements des pays producteurs et la société civile afin de promouvoir la cohérence des politiques et la mise en œuvre pratique des droits du travail. Soutenir l'alignement des initiatives du secteur privé (telles que le CLMRS) sur les cadres nationaux.

---

**Contribution des ONG:** Les ONG jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de programmes communautaires, le renforcement des systèmes de protection de l'enfance, et le soutien aux moyens de subsistance familiaux. Elles collaborent avec les entreprises pour étendre la couverture du CLMRS et concevoir des stratégies de remédiation adaptées aux réalités locales.

**Contribution de la recherche:** Les institutions de recherche génèrent et co-crée des connaissances dans trois domaines clés : comprendre les facteurs systémiques du travail des enfants et du travail forcé, et identifier des stratégies d'intervention et des politiques efficaces, ainsi que leurs impacts. Grâce à leur expertise en matière de recherche pour le développement et de méthodologies de collecte et d'analyse de données, ils aident à concevoir des solutions adaptées au contexte et fondées sur des données probantes. Les acteurs de la recherche apportent également leur contribution sous la forme de ressources financières et humaines dans le cadre d'initiatives de recherche financées.

**Contribution du gouvernement:** Le secteur public joue un rôle essentiel dans la création d'un environnement propice à un changement à long terme grâce à une application plus stricte du droit du travail, des politiques d'éducation et des programmes de développement rural.

### Ambition 3: La production de cacao ne contribue pas à la déforestation et soutient activement la restauration des écosystèmes forestiers dégradés.

Niveau	Contributions
Niveau 1	100 % du cacao de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement provient de zones exemptes de déforestation à compter de décembre 2025/juin 2026 pour les exportations vers l'UE/la CH et de décembre 2030 pour les exportations vers le reste du monde.  Les coûts liés au développement et à la mise en œuvre d'outils permettant de respecter les exigences en matière de traçabilité ne sont pas, par principe, à la charge des agriculteurs.
Niveau 2	Identique au niveau 1 et :  Engagement substantiel et alignement sur les initiatives territoriales soutenues par SWISSCO/SECO ou d'autres partenaires.
Niveau 3	Identique au niveaux 1 + 2 et :  Investissements substantiels et alignement des initiatives paysagères ou d'initiatives similaires visant à protéger les forêts et à soutenir activement la restauration des écosystèmes forestiers dégradés.



La déforestation et la dégradation des forêts par des pratiques illicites et illégales d'utilisation des sols constituent un défi majeur pour la production de cacao. **Ces pratiques appauvrissent la fertilité des sols, augmentent les émissions de gaz à effet de serre, réduisent la biodiversité et diminuent la disponibilité de l'eau.** La pauvreté reste l'un des principaux moteurs de ce problème.

Les petits exploitants agricoles sont souvent poussés à défricher de nouvelles zones forestières à la recherche de meilleurs rendements en raison du vieillissement des exploitations, de la faible productivité, de l'insécurité des régimes fonciers et de la nécessité d'étendre les terres pour répondre à des besoins familiaux tels que le partage des terres avec les enfants.

**Parallèlement, le changement climatique rend les régions traditionnelles de culture du cacao plus chaudes et plus humides, réduisant leur aptitude à la culture du cacao et augmentant la pression pour s'étendre dans les zones forestières.** Les nouvelles réglementations, telles que l'EUDR, exigent que le cacao soit prouvé exempt de déforestation, ce qui nécessite des systèmes de traçabilité robustes. Si ces mesures améliorent la transparence de la chaîne d'approvisionnement, elles risquent aussi d'exclure les agriculteurs qui ont du mal à s'y conformer.

Les membres du secteur privé de SWISSCO contribuent à la réalisation de cette ambition en agissant sur l'un des trois niveaux contigus jusqu'en 2030 et sont encouragés à s'engager activement dans la protection des forêts dans les pays à haut risque.

### Facteurs externes

Les facteurs suivants peuvent se situer en dehors de la sphère d'influence des membres de SWISSCO, mais ils auront tout de même une incidence sur les résultats :

- politiques locales et nationales sur la déforestation et la dégradation des forêts
- lois locales et nationales relatives à l'application de la loi sur la déforestation
- le passage à d'autres cultures qui ne font pas partie de la chaîne d'approvisionnement des entreprises et donc de leur sphère d'influence, ou d'autres activités telles que l'extraction illégale d'or, qui entraînent la déforestation et la dégradation des forêts

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Évaluation de la part de cacao provenant de zones exemptes de déforestation dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise afin d'établir une responsabilité pour l'ensemble du secteur du cacao.

Mise en valeur des efforts du secteur cacaoyer en matière de conservation des forêts par la collecte des données sur les zones forestières protégées et les écosystèmes fonctionnels restaurés dans le cadre des partenariats public-privés (PPP) ou d'autres activités des membres.

**Partenariats public-privé (PPP):** Participation et/ou gestion de projets territoriaux matures axés sur la protection et la restauration des forêts. En outre, participer à des projets de semences qui conçoivent ou optimisent des mesures visant à garantir la traçabilité des exploitations agricoles ou à élaborer d'autres mesures de conservation et de restauration des forêts.

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances :** Partage des meilleures pratiques en matière de conservation et de restauration des forêts, d'élaboration des politiques et de traçabilité avec les autres membres (par exemple, via le Forum du paysage).

**Engagement dans le dialogue politique:** Travailler à une compréhension commune du concept «zone sans déforestation» avec les gouvernements nationaux.

Soutenir les gouvernements locaux par des mesures de protection des forêts telles que des modèles de prévention des risques (par exemple via des satellites) et des unités de patrouille, ainsi que la restauration des forêts. )

**Contribution des ONG:** Partenariat avec des entreprises pour apporter une connaissance et une expérience approfondies des contextes locaux, par exemple par la mise en œuvre et la coordination de projets tels que des initiatives paysagères. Collaboration et échange de connaissances avec les gouvernements locaux des pays producteurs au niveau national et régional.

**Contribution de la recherche:** Développement de connaissances sur les causes de la déforestation et de la dégradation, conception et évaluation de stratégies d'intervention et de voies pour arrêter la déforestation et pour la restauration productive des terres dégradées. Ces stratégies et ces voies peuvent inclure la conception de méthodologies, la collecte, l'analyse et la validation de données, ainsi que des contributions potentielles au dialogue politique fondé sur la connaissance avec les gouvernements des pays d'origine. En outre, la recherche peut contribuer à la réalisation de l'ambition en fournissant des réseaux en Suisse, en Europe et dans les pays d'origine du cacao, ainsi que des mécanismes de cofinancement.

**Contribution du gouvernement:** Dialogue avec les pays producteurs pour parvenir à une compréhension commune de l'expression „zone sans déforestation“ et pour développer des moyens permettant aux producteurs de se conformer aux exigences relatives à l'absence de déforestation.

## Ambition 4: Les pratiques agroforestières sont largement adoptées dans la production de cacao.

Niveau	Contributions
Niveau 1	Des systèmes agroforestiers de base adaptés au contexte local sont établis sur au moins 30 % des zones de culture du cacao d'où provient le cacao. <ul style="list-style-type: none"> <li>avec un minimum de 16 arbres à usages multiples par hectare</li> <li>qui comprennent au moins trois espèces différentes autres que le cacao.</li> </ul>
Niveau 2	Des systèmes agroforestiers avancés, adaptés au contexte local, sont mis en place sur au moins 10 % des zones de culture du cacao d'où provient le cacao. <ul style="list-style-type: none"> <li>avec 30-40% d'ombrage à maturité sur la surface agroforestière,</li> <li>min. 70 arbres à usages multiples/ha</li> <li>et min. 5 espèces différentes</li> <li>2 strates au-dessus du cacao</li> </ul>
Niveau 3	Des systèmes d'agroforesterie dynamique adaptés au contexte local sont mis en place sur au moins 10 % des zones de culture du cacao d'où provient le cacao. <ul style="list-style-type: none"> <li>Système multi-strates (min. 3) avec des espèces pionnières, secondaires et primaires imitant la succession naturelle des forêts dans les premières années.</li> <li>au moins 10 espèces d'arbres différentes par hectare occupant les strates moyennes et supérieures au-dessus du cacaoyer</li> <li>Au moins 1 arbre à biomasse pour chaque cacaoyer</li> <li>capables de fournir jusqu'à 30-40% d'ombre à maturité sur la surface agroforestière</li> <li>Les cultures de couverture sont largement utilisées</li> </ul>



**L'agroforesterie joue un rôle clé dans la séquestration du carbone en augmentant la biomasse aérienne et en enrichissant le carbone organique du sol.** Des systèmes agroforestiers plus complexes ont le potentiel de transformer la culture du cacao en un puits de carbone, aidant ainsi les membres de SWISSCO à atteindre leurs objectifs de réduction des émissions Scope 3.

Cependant, des recherches récentes menées par Becker et al. (2024) (sous presse) **montrent que la couverture des arbres d'ombrage en Afrique de l'Ouest reste limitée et mal ciblée sur les zones les plus vulnérables aux menaces climatiques. Cela met en évidence une importante opportunité inexploitée : avec une adoption plus large et plus stratégique,** l'agroforesterie pourrait considérablement améliorer le stockage du carbone et contribuer de manière significative à la réduction des émissions Scope 3 et a des effets bénéfiques sur la biodiversité et les services écosystémiques en général. En outre, l'agroforesterie est une stratégie clé pour obtenir un revenu décent grâce aux diverses possibilités de diversification des revenus. Ceci est particulièrement pertinent pour les ménages cacaoculteurs ayant de petites exploitations, comme expliqué dans l'Ambition 1.

**Les systèmes avancés, tels que l'agroforesterie dynamique, offrent un potentiel particulièrement élevé en matière de capture du carbone, de biodiversité, de services écosystémiques et de diversification des revenus.** Toutefois, ces systèmes sont souvent coûteux dans leur phase initiale, nécessitent beaucoup de main-d'œuvre et un soutien important sur le terrain, ce qui les limite souvent à une mise en œuvre à petite échelle. Si ces modèles complexes sont précieux, il est également essentiel de promouvoir des systèmes agrofores-

tiers plus simples, car ils représentent déjà une amélioration significative par rapport aux systèmes de monoculture et sont plus accessibles pour une adoption à grande échelle. Pour garantir l'adoption à long terme de l'agroforesterie, les agriculteurs doivent être dûment rémunérés pour leurs efforts (voir les ambitions 1 et 5).

---

### Facteurs externes

En poursuivant cette ambition et en adhérant aux niveaux énoncés ci-dessus, nous pouvons rencontrer des facteurs externes qui entravent l'adoption réussie de l'agroforesterie, tels que:

- absence de droits fonciers et de propriété des arbres pour les agriculteurs, ce qui entrave l'engagement à long terme nécessaire à l'agroforesterie
- manque d'accès au marché et/ou de demande pour les produits autres que le cacao issus de l'agroforesterie
- changement climatique
- influence limitée de l'entreprise sur les pratiques culturelles si l'entreprise ne s'approvisionne pas directement
- le manque d'adhésion des agriculteurs à l'adoption de nouvelles pratiques

---

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Évaluation de la superficie et du type de systèmes agroforestiers mis en œuvre pour suivre les progrès des membres de SWISSCO par le biais d'initiatives privées et de projets dans le cadre du mécanisme PPP.

**Partenariats public-privé (PPP):** Cofinancer des projets d'innovation pour piloter des pratiques agroforestières innovantes. Les projets sur les facteurs clés qui permettent d'étendre l'agroforesterie sont une étape cruciale après l'étude

des pratiques innovantes. L'agroforesterie devrait également faire partie intégrante des projets de paysage, car elle permet de relever les différents défis en matière de durabilité. Mettre en œuvre des études d'impact évaluant l'effet des différents systèmes agroforestiers sur le climat, la nature, les revenus et le bien-être.

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances :** Favoriser l'apprentissage entre pairs en partageant les meilleures pratiques et approches sur la manière d'encourager l'adaptation générale des modèles agroforestiers en fonction des contextes locaux. Selon les besoins des membres, des publications et/ou des études sur des pratiques agroforestières spécifiques (par exemple, la taille, la sélection des espèces, l'accès au marché pour les produits autres que le cacao) pourraient être développées. En outre, une étude de l'impact des niveaux d'agroforesterie mis en œuvre pourrait être menée.

**Engagement dans le dialogue politique:** Intégrer la promotion de l'agroforesterie dans les politiques locales.

---

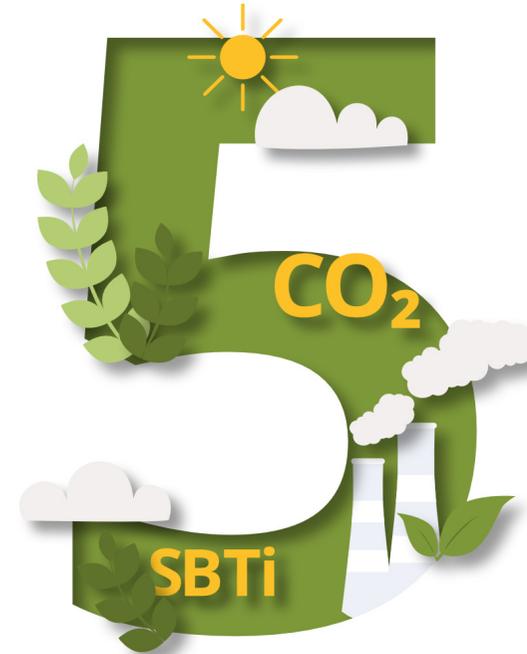
**Contribution des ONG:** Elles agissent comme entité locale de mise en œuvre pour les entreprises dans des projets liés à l'agroforesterie, grâce à leur connaissance approfondie des conditions locales ainsi qu'à leur réseau avec les acteurs locaux. Collaboration et échange de connaissances avec les gouvernements locaux des pays producteurs au niveau national et régional.

**Contribution à la recherche:** Co-crédation de connaissances sur les pratiques agroforestières les plus efficaces en fonction des contextes locaux ainsi que de solutions sur la manière de mettre en œuvre l'agroforesterie à plus grande échelle. Réalisation d'études d'impact sur les effets de l'agroforesterie sur le climat, la nature, les revenus, le bien-être et la sécurité alimentaire. Favoriser l'échange de connaissances à travers le réseau de recherche en Europe et dans les pays d'origine du cacao.

**Contribution du gouvernement:** Dialogue avec les gouvernements nationaux pour suggérer la promotion de systèmes agroforestiers avancés dans le cadre des politiques environnementales et agricoles nationales.

**Ambition 5:**  
**La production de cacao est alignée sur les objectifs climatiques mondiaux, en réduisant les émissions à court terme (d'ici 2030) et à long terme (d'ici 2050).**

Niveau	Contributions
Niveau 1	Rendre compte des actions concrètes mises en œuvre pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone, en mettant l'accent sur les émissions Scope 3.
Niveau 2	Identique au niveau 1 et : Établir l'empreinte d'émission de carbone de la production actuelle de cacao.
Niveau 3	Identique aux niveau 1 + 2 et : S'engager auprès de l'initiative „Science Based Targets“ (SBTi), avec des objectifs à court terme (2030) et à long terme (2050).



**Le secteur du cacao est très vulnérable au changement climatique, en grande partie parce qu'il dépend de précipitations stables, de l'humidité et de l'ombre, ce qui le rend particulièrement sensible aux pressions exercées par la sécheresse et les maladies.** En Afrique de l'Ouest, la déforestation généralisée a encore accéléré les émissions de carbone. Cependant, l'agriculture offre un fort potentiel de séquestration du carbone grâce à des systèmes agroforestiers qui non seulement capturent le carbone mais améliorent également la biodiversité (voir Ambition 3).

Alors que les efforts d'adaptation se poursuivent, le secteur du cacao a fait des progrès notables dans l'harmonisation des approches de la comptabilisation du carbone, la mesure de l'impact sur le climat et l'alignement sur les systèmes de certification de la durabilité.

Selon le rapport intermédiaire de SWISSCO de 2025, 17 des 56 membres qui pourraient adhérer à l'initiative SBTi se sont engagés sur les objectifs à court terme, et 13 membres supplémentaires se sont engagés à atteindre la neutralité carbone.

**Cependant, il est essentiel que la production de cacao s'aligne sur les objectifs climatiques mondiaux en réduisant les émissions de carbone à court et à long terme, avec des étapes communes pour 2030 et des zéro émission nette d'ici 2050, conformément à l'Accord de Paris, en vue de li**

le réchauffement climatique à 1,5 °C. Cet objectif ne peut être atteint qu'en prenant des mesures significatives et crédibles en faveur d'une décarbonisation rapide, en particulier au cours des cinq prochaines années de 2025 - 2030.

Pour soutenir cette ambition, des niveaux d'ambition différenciés sont proposés pour divers groupes de membres, reconnaissant la diversité des points de départ et des capacités au sein du secteur.

---

### Facteurs externes

Les facteurs suivants peuvent se situer en dehors de la sphère d'influence des membres de SWISSCO :

- manque de coordination entre les parties prenantes pour évaluer de manière exhaustive les émissions Scope 3
- l'absence d'outils, de mesures et de cadres standardisés permettant de suivre les émissions de carbone dans la chaîne de valeur du cacao peut retarder les progrès globaux pour atteindre la neutralité carbone
- absence de dialogue politique concret, les émissions dans les pays d'origine n'étant pas couvertes de manière adéquate ou, le cas échéant, dans le cadre des efforts d'adaptation au climat, ce qui entrave l'évaluation et la responsabilisation en matière de décarbonisation

---

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Aider les membres à utiliser les rapports existants sur le carbone (y compris le protocole GHG et le manuel de comptabilité GHG pour le cacao de la World Cocoa Foundation) pour mesurer les progrès réalisés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**Partenariats public-privé (PPP):** Soutenir les projets d'innovation et paysage axés sur la réalisation de progrès significatifs vers l'Ambition 5 (et l'Ambition 3) ; encourager les partenariats concrets avec les autorités locales au niveau du pays producteur pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation au climat (y compris le piégeage du carbone).

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances :** Soutenir le partage des meilleures pratiques dans l'élaboration d'actions climatiques en mettant l'accent sur émissions Scope 3; et permettre l'échange entre les entreprises pour développer des stratégies climatiques percutantes et fixer des objectifs.

**Engagement dans le dialogue politique:** S'engager dans des dialogues politiques régionaux et internationaux pour présenter les actions de ses membres, promouvoir des solutions viables dans le secteur du cacao et soutenir les changements politiques à long terme pour atteindre l'Accord de Paris. Elle se concentrera également sur la création de synergies avec le secteur du café.

---

**Contribution des ONG:** Fournir des outils de source ouverte et des conseils pour des actions climatiques réussies dans la chaîne de valeur du cacao ; soutenir les PME dans l'utilisation de cadres complets de suivi, de rapport et de vérification (MRV) pour la réduction du carbone, afin d'accroître les capacités et les données crédibles.

**Contribution de la recherche:** Fournir des conseils spécifiques sur l'efficacité des actions climatiques dans la chaîne d'approvisionnement du cacao (atténuation), l'adaptation et la résilience au climat, et des solutions sur la fixation (capture du carbone), en particulier en ce qui concerne l'efficacité à moyen et à long terme pour atteindre la neutralité carbone.

**Contribution du gouvernement:** Renforcer le dialogue politique international pour faire respecter les engagements et les progrès graduels pour atteindre les objectifs dans le cadre de l'Accord de Paris ; soutenir la collaboration bilatérale avec les pays d'origine, par exemple pour les crédits carbone ou d'autres mécanismes d'incitation à la décarbonisation.

## Ambition 6: Le flux physique de produits à base de cacao vers la Suisse repose sur des chaînes d'approvisionnement entièrement traçables et transparentes.

Niveau	Contributions
Niveau 1	<p>Les importations sont basées sur un système d'approvisionnement durable qui s'aligne sur les ambitions de la Feuille de route de SWISSCO.</p> <p>Vérifié par une partie externe (c'est-à-dire pas par le fournisseur).</p> <p>Les informations relatives au système d'approvisionnement et à son assurance (par exemple, système de suivi et évaluation/rapports d'audit) sont partagées avec le bureau de coordination sur demande.</p>
Niveau 2	<p>Les importations sont basées sur des programmes ou des labels d'entreprise qui ont été vérifiés de manière crédible par une partie externe.</p> <p>Les critères fondamentaux de l'ISEAL concernant l'indépendance, la vérification, le suivi et l'évaluation, ainsi que la transparence du système d'assurance sous-jacent, sont respectés.</p>
Niveau 3	<p>Les importations sont basées sur des normes reconnues qui répondent au code ISEAL de bonnes pratiques pour les systèmes de durabilité.</p>



**La traçabilité et la transparence sont des conditions préalables importantes pour une plus grande durabilité de la chaîne de valeur du cacao.** Les raisons de poursuivre des chaînes de valeur transparentes et traçables peuvent varier en fonction des différents acteurs d'une chaîne de valeur et de leurs rôles respectifs.

Les entreprises, les consommateurs, les ONG et les gouvernements peuvent tous être favorables à l'amélioration de la traçabilité, mais avec des motivations différentes : améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement, atténuer les risques en matière de sécurité, de qualité et de durabilité de la production, suivre les paiements aux agriculteurs, garantir le respect des politiques et des réglementations en matière de durabilité, améliorer les conditions de vie des agriculteurs, être assuré de la sécurité ou de la durabilité du produit, etc.

La Feuille de route révisée s'appuie sur les statistiques annuelles de SWISSCO en matière d'approvisionnement, qui sont bien établies. Elle s'efforce toutefois de renforcer la crédibilité des systèmes d'approvisionnement acceptables en définissant quatre critères fondamentaux qui concernent l'indépendance, la vérification, le suivi et l'évaluation ainsi que la transparence du processus d'assurance sous-jacent.

**Ainsi, les systèmes d’approvisionnement sont plus robustes et, en fin de compte, mieux positionnés pour servir de „licence d’exploitation“ au regard des régulations actuelles et à venir**

La dimension de traçabilité doit être considérée en combinaison avec les ambitions liées aux niveaux d’engagement des Ambitions 2 (sur les droits de l’homme) et 3 (sur la déforestation). Pour plus de détails sur les systèmes acceptés, vous pouvez vous référer aux Notes techniques.

---

### Facteurs externes

En poursuivant cette ambition et en respectant les niveaux énoncés ci-dessus, nous pouvons rencontrer des facteurs externes ou des obstacles tels que les suivants :

- Le manque de clarté sur les régulations nouvelles ou à venir en matière de développement durable peut empêcher les systèmes d’approvisionnement de s’aligner correctement.
- Le développement et la validation des systèmes d’approvisionnement mis au point par les PME peuvent prendre plus de temps et de ressources financières que prévu.

---

### La contribution de SWISSCO

**Responsabilité et transparence:** Maintenir et développer les statistiques annuelles sur l’approvisionnement

**Partenariats public-privé (PPP):** Cofinancer le développement et le déploiement de systèmes d’approvisionnement innovants pour les PME (par exemple en liant le système d’approvisionnement à l’impact).

**Apprentissage entre pairs et échange de connaissances :** Cofinancer le développement et le déploiement de systèmes d’approvisionnement innovants pour les PME (par exemple en liant le système d’approvisionnement à l’impact).

**Engagement dans le dialogue politique:** Alignement des pratiques d’approvisionnement sur la politique locale et le cadre de gouvernance (par exemple, lois et ordonnances locales pour la production de café biologique/durable, y compris la lutte contre les parasites).

---

**Contribution des ONG:** Fournir un soutien et des conseils pratiques pour améliorer et développer les systèmes d’approvisionnement (par exemple Fairtrade Max Havelaar, Rainforest) et aider les entreprises à mettre au point des systèmes d’approvisionnement novateurs.

**Contribution de la recherche:** Fournir des conseils pratiques et un soutien sur la manière de contrôler et d’évaluer l’efficacité et la crédibilité des systèmes d’approvisionnement (éventuellement dans le cadre d’un système d’assurance).

**Contribution du gouvernement:** Favoriser l’alignement sur les politiques nationales et continuer à soutenir les principaux partenaires internationaux en matière de connaissances, tels que l’ISEAL et l’ITC.

# Monitoring, évaluation et apprentissage

Pour suivre les progrès vers les objectifs de 2030, un **cadre solide de monitoring, d'évaluation et d'apprentissage collectif (MEL)** est essentiel. Il aide SWISSCO et ses membres à évaluer les interventions, à identifier les lacunes et à adapter les stratégies aux nouveaux défis.

Sans cela, les efforts de durabilité risquent d'être fragmentés ou de ne pas répondre à l'évolution des conditions dans les pays producteurs de cacao. Un système de suivi multipartite cherche à intégrer les perspectives de l'ensemble de la chaîne de valeur du cacao, offrant une vision plus claire de l'efficacité des interventions, depuis les agriculteurs individuels jusqu'aux communautés entières.

Pour garantir la crédibilité et l'impact collectif, **SWISSCO a mis en place un cadre de responsabilité des membres qui exige des rapports réguliers sur les progrès accomplis et un partage transparent des données.**

Le bureau de coordination surveille ce processus et engage les membres à combler les lacunes, tandis que le conseil d'administration peut prendre des mesures correctives - y inclus la possibilité d'exclure des membres qui ne remplissent pas les critères de base (absence de rapport, manque de progrès, ou non-paiement des cotisations).

Ce système favorise la transparence et le partage des responsabilités et décourage les comportements opportunistes ou non-coopératifs au sein de la plateforme.



## Principaux piliers de la MEL

Les principaux piliers de la MEL, qui visent à se renforcer et à se compléter mutuellement, sont présentés ci-après

### Statistiques d’approvisionnement et monitoring annuel des ISCOs

Grâce à sa statistique d’approvisionnement, SWISSCO surveille activement **la durabilité des importations de cacao en Suisse depuis 2018**. Cela permet des comparaisons longitudinales de la traçabilité ainsi que de la durabilité certifiée et vérifiée des importations de cacao des membres de SWISSCO. Les résultats de ce reporting sont présentés et partagés avec le public dans **le rapport annuel de SWISSCO** afin de démontrer les progrès réalisés par les membres de la plateforme dans leurs engagements en matière de durabilité.

Le **monitoring conjoint des ISCOs** renforce la responsabilité des grandes entreprises membres (chiffre d’affaires supérieur à 100 millions de francs suisses) en fournissant un cadre unifié pour suivre les progrès réalisés dans un ensemble de domaines communs tels que la traçabilité, le revenu décent, la déforestation et le travail des enfants.

Cette approche standardisée facilite une collecte et une analyse cohérentes des données, ce qui permet aux parties prenantes d’identifier les lacunes, de mesurer les progrès et d’établir des comparaisons sectorielles. En outre, la nature collaborative de ce suivi favorise l’apprentissage partagé et les meilleures pratiques, soutenant ainsi la réalisation des objectifs de durabilité de chaque plateforme.

Depuis 2023, les ISCOs publient un **rapport conjoint du monitoring** afin de fournir une vue d’ensemble à l’échelle européenne des progrès réalisés ainsi que des défis rencontrés dans la résolution des problèmes clés tout au long de la chaîne d’approvisionnement du cacao.

Pilier de MEL	Qui	Fréquence
<b>Enquêtes auprès des membres</b>	Entreprises avec un chiffre d’affaires < 100 millions de CHF Entreprises avec un chiffre d’affaires > 100 millions de CHF uniquement pour les domaines non couverts par le ISCO monitoring	2025, 2027, 2029, 2031 (Endline)  En 2025, chaque entreprise déterminera de manière autonome le niveau qu’elle souhaite atteindre dans le modèle à trois niveaux.
<b>ISCO Monitoring</b>	Entreprises avec un chiffre d’affaires supérieur à 100 millions de CHF ; les petites entreprises peuvent adhérer volontairement.	Annuelle (T1)
<b>Statistiques d’approvisionnement</b>	Tous les importateurs	Annuelle (T1)
<b>Monitoring des projets</b>	Membres avec projets	Annuelle (T1) pendant le cycle des projets
<b>Évaluations d’impact en collaboration</b>	Membres sélectionnés Étude sur les revenus des ménages producteurs de cacao : tous les membres (au moins 1 évaluation)	Voir le calendrier CHIS dans les notes techniques.

### Enquêtes auprès des membres

Afin de mesurer de manière crédible les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Feuille de route 2030, SWISSCO mènera des enquêtes auprès de ses membres tous les deux ans (c'est-à-dire en 2025, 2027, 2029 et 2031) afin de saisir les contributions des PME dans les six ambitions. L'enquête auprès des membres de 2022 servira de rapport de référence, le rapport de mi-parcours publié en 2025 constituant un point de comparaison supplémentaire.

### Monitoring des projets

Le suivi des projets cofinancés par le SECO est une autre source d'information pour mesurer les progrès de la Feuille de route. Les projets doivent donc être liés de manière plus explicite aux ambitions de la Feuille de route.

Le financement des projets et les rapports qui en découlent aideront les membres à améliorer continuellement leur engagement envers les six ambitions et les niveaux correspondants.

### Évaluations d'impact en collaboration

Au-delà du suivi et de l'évaluation, SWISSCO vise à cultiver **un système axé sur l'apprentissage** qui encourage l'innovation et l'adaptation continues.

En institutionnalisant une culture de l'apprentissage et de la gestion adaptative, les membres de SWISSCO peuvent continuellement affiner leurs stratégies, garantissant ainsi que les interventions restent efficaces et répondent à l'évolution des réalités socio-économiques et environnementales.

### La Communauté de pratique de la MEL en tant qu'organe de soutien

Un système MEL solide nécessite un échange animé entre les praticiens de toutes les catégories de membres et la possibilité d'intégrer et d'adapter les apprentissages de manière flexible. C'est pourquoi la pratique communautaire de la MEL sera renforcée et servira également de laboratoire vivant (living lab).

Cette Communauté de pratique de la MEL renforcée sera développée et mise en œuvre en étroite collaboration avec le secteur de la recherche afin

d'utiliser stratégiquement les ressources scientifiques pour la mise en œuvre efficace de la Feuille de route.

La Communauté de pratique de la MEL prévoit quatre dates fixes par an. Outre une réunion principale d'environ deux heures, les réunions trimestrielles peuvent être étendues à une journée avec des blocs spécifiques et des sujets qui nécessitent une discussion approfondie. Les formats en ligne et hybrides seront explorés. La Communauté de pratique sera animée à tour de rôle par un membre de la recherche et le secrétariat sera assuré par le bureau de SWISSCO.

